



UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
FACULTÉ DE DROIT

IESD

Institut d'Études de Stratégie
et de Défense

FÉVRIER 2026

L'illusion d'une prolifération nucléaire « amicale » en Europe

Olivier Zajec

POLICY PAPERS

Pensée stratégique



Image : Rencontre entre le président Kennedy et le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer, le 21 novembre 1961.

© *National Security Archive*

A propos de l'IESD

L'**Institut d'études de stratégie et de défense (IESD)** est une structure de recherche universitaire créée en 2018 et spécialisée dans le champ des études stratégiques. Soutenu par l'Université de Lyon (UdL), l'IESD est l'un des instituts de la **faculté de droit de l'université Jean Moulin – Lyon III**. Ancré en science politique, dans la branche des relations internationales et le champ des études stratégiques, l'institut fonde ses travaux sur un échange interdisciplinaire permanent, en accueillant une équipe de chercheurs lyonnais et extérieurs issus de diverses branches du savoir (droit, science politique, gestion, économie, sociologie, histoire), et fédère autour de lui un réseau d'experts, de chercheurs, de doctorants et d'étudiants spécialisés dans l'étude des interactions conflictuelles contemporaines.

Lauréat de la labellisation « **Centres nationaux d'excellence défense** » 2020-2025 décerné par la **DGRIS** (Ministère des armées), l'IESD a obtenu en 2025 une deuxième labellisation pluriannuelle dans le cadre de son programme de recherche évalué par l'ANR, intitulé « *L'interconnexion des capacités stratégiques hautes (puissance aérienne, espace, nucléaire, défense anti-missiles) : conséquences politiques et opérationnelles des couplages capacitaires de haute intensité dans les espaces homogènes et les Contested Commons* ».

Site web : <https://iesd.univ-lyon3.fr/>

Contact : iesd.contact@gmail.com

IESD – Faculté de droit
Université Jean Moulin – Lyon III
1C avenue des Frères Lumière – CS 78242
69372 LYON CEDEX 08



Olivier ZAJEC, « L'illusion d'une prolifération nucléaire « amicale » en Europe », *Policy Paper* de l'IESD, coll. « Pensée stratégique », n°1, février 2026.

Résumé

Depuis 2024, un frémissement semble parcourir plusieurs capitales du continent européen. En Pologne, dans les pays nordiques, et jusque dans certains cercles allemands, l'idée d'un renforcement autonome du pilier nucléaire européen progresse. On ne parle plus seulement ici de consultations renforcées mais bien de l'hypothèse d'arsenaux nationaux, que leurs promoteurs présentent comme éventuellement compatibles avec le *Nuclear Planning Group* de l'OTAN. Le problème est que ces différents projets, qui prennent la forme (avouée ou latente) d'un chantage à la prolifération censé répondre au spectre de l'abandon stratégique, et qu'ils soient académiquement spontanés ou politiquement téléguidés, n'ont probablement aucune chance d'aboutir, pour la bonne raison que l'idée même d'une prolifération nucléaire européenne « amicale » (c'est-à-dire acceptée en bonne intelligence par les États-Unis) manque autant de consistance qu'elle est dépourvue de crédibilité.

Abstract

Since 2024, a stir seems to have been spreading through several capitals on the European continent. In Poland, the Nordic countries, and even in certain German circles, the idea of independently strengthening the European nuclear pillar is gaining ground. We are no longer talking here only about enhanced consultations, but about the possibility of national arsenals, which are mostly presented as being compatible with NATO's Nuclear Planning Group. The problem is that these various projects, which take (openly or covertly) the form of proliferation blackmail intended to respond to the specter of strategic abandonment, whether they are academically spontaneous or politically remote-controlled, probably have no chance of success, for the simple reason that the very idea of "friendly" European nuclear proliferation " (i.e., accepted in good faith by the United States) lacks both substance and credibility.

A propos de l'auteur

Olivier Zajec est Professeur des universités en science politique à l'université Jean Moulin – Lyon III, où il a fondé et dirige depuis 2018 l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD) ainsi que le Master Relations internationales – Sécurité internationale et défense (SID). Auteur de nombreux articles scientifiques, ses thématiques de recherche portent sur la théorie réaliste des relations internationales, les approches socio-spatiales en science politique, et les études stratégiques et de défense. Il est entre autres l'auteur des *Limites de la guerre. L'approche réaliste des conflits armés au XXI^e siècle* (Mare et Martin, 2024).

Les opinions exprimées dans les publications de l'IESD n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Table des matières

Table des matières	4
L'illusion d'une prolifération nucléaire « amicale » en Europe	5
Des arsenaux nucléaires autonomes ? La tentation européenne.....	6
Lire (sérieusement) Elbridge Colby.....	10
Le TNP et le cas français des années 1960	16
Le cas particulier de l'Allemagne.....	20
La vraie nature du Nuclear Planning Group de l'OTAN.....	23
Conclusion : no nuclear free lunch	27

L'illusion d'une prolifération nucléaire « amicale » en Europe

L'Europe reste obsédée par sa relation avec Washington. Les États-Unis, eux, ne pensent qu'à l'Asie. C'est ce qu'illustre en tout cas la cartographie mentale d'Elbridge Colby, sous-secrétaire à la Guerre chargé de la politique de défense de l'administration Trump, et figure désormais incontournable de la réflexion stratégique américaine.

Comme bien des entrepreneurs stratégiques américains contemporains, Elbridge Colby ne se paie pas de mots : son objectif premier est de reforger une Grande stratégie, en prenant au sérieux le danger de surextension impériale (« *imperial overstretch* ») que pointait en 1987 l'historien Paul Kennedy dans son classique *L'ascension et la chute des grandes puissances*¹. Voulant éviter que l'Amérique ne périclité victime du même *hubris* que Rome, l'empire Ottoman ou l'empire Britannique, les rédacteurs de la dernière *National Security Strategy* (NSS) parue en 2025, ont donc choisi d'instaurer un principe de sélectivité géostratégique embrassant l'ensemble de la posture de sécurité américaine². Le cœur à défendre, en fonction duquel tout le reste s'ordonne désormais, c'est le territoire national, lui-même enchâssé dans « l'hémisphère occidental ».

Selon Colby, architecte en chef de la *National Defense Strategy* 2026, laquelle décline la NSS sur le plan opérationnel, le planisphère n'est plus

¹ Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances* [1986], Paris, Payot, 1988.

² Cf. O. Zajec, « Ceux qui ont commis les 33 pages de la nouvelle stratégie de sécurité américaine ont parfaitement calculé leur effet », Grand entretien avec Alexis Feertchak, *Le Figaro*, 9 décembre 2025. <https://www.lefigaro.fr/international/olivier-zajec-ceux-qui-ont-commis-les-33-pages-de-la-nouvelle-strategie-de-securite-americaine-ont-parfaitement-calcule-leur-effet-20251209>

écheté par les lignes de force hérités de la Guerre froide, mais par une hiérarchie de menaces où la Chine occupe la première place, en tant que seule et unique puissance systémique désormais susceptible d'exercer une véritable hégémonie régionale. La Russie, elle, *risque* plutôt que *menace*, relève d'un autre registre. Dangereuse, certes, comme le répètent les Européens à leurs interlocuteurs américains. Mais, du point de vue du Pentagone comme du Département d'État, pouvant être contenue sans mobilisation totale du potentiel stratégique des États-Unis.

Cette dichotomie sino-russe structure l'ensemble d'une pensée états-unienne réorganisée autour de la défense prioritaire de l'hémisphère occidental. Quatre tâches complémentaires sont données au département de la Défense (rebaptisé « département de la Guerre ») :

- défendre le territoire américain et son hémisphère ;
- dynamiser la base industrielle de défense américaine ;
- accroître le partage des charges entre les États-Unis et leurs alliés et partenaires ;
- dissuader la Chine « *par la puissance plutôt que par la seule force* ».

C'est spécifiquement le lien entre les deux dernières dimensions, et ce qui en découle logiquement en termes de découplage géopolitique des priorités des États-Unis en Eurasie, qui contribue à l'aggravation du malentendu entre Anciens otaniens et Modernes américains. Ce qui est nouveau, c'est que ce découplage semble atteindre le plan des relations nucléaires.

Des arsenaux nucléaires autonomes ? La tentation européenne

Depuis 2024, un frémissement semble parcourir plusieurs capitales du continent européen. En Pologne, dans les pays nordiques, et jusque dans certains cercles allemands, l'idée d'un renforcement autonome du pilier nucléaire européen progresse. On ne parle plus seulement ici de consultations renforcées au sein du *Nuclear Planning Group* (NPG) où se « partage » depuis 1967 la planification d'une éventuelle manœuvre atomique tactique de

l'Alliance (nous reviendrons sur ce point par la suite), mais bien de l'hypothèse d'arsenaux *nationaux*.

En janvier 2026, sur l'influent site de réflexion stratégique *War on the Rocks*, un militaire norvégien, le lieutenant-colonel Johannes Kibsgaard, pose publiquement la question d'une « bombe nordique », suggérant que le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Suède — et même l'Islande — pourraient envisager une capacité communalisée en propre et intégrée au NPG³. Le mode de gouvernance de cet arsenal nordique proposé par le LCL Kibsgaard serait pour le moins surprenant sur le plan décisionnel :

« Au cœur du système pourrait se trouver « l'Autorité de commandement nordique » : un accord collectif par lequel le pouvoir de lancement ultime serait exercé à tour de rôle par les chefs d'État des pays nordiques. Chaque dirigeant serait muni d'un « ballon nucléaire » sécurisé, mais un seul d'entre eux disposerait à tout moment du pouvoir actif d'ordonner son utilisation. La rotation serait fixée des années à l'avance par un petit Conseil de sécurité nordique permanent, selon un calendrier irrégulier et imprévisible. Parfois, l'autorité pourrait incomber au président finlandais pendant deux mois, d'autres fois au Premier ministre norvégien pendant cinq mois. Le rythme irrégulier et le secret strict empêcheraient les adversaires de trouver un point faible ou d'exercer une pression politique »⁴.

Certains, parmi lesquels des figures parlementaires nordiques, mentionneraient déjà un nom pour ce projet : « Mjölnir » (le « marteau de Thor »)⁵. D'autres pays européens ne cessent par ailleurs de se référer à un possible horizon nucléaire, avec plus ou moins de précision et de précautions oratoires. À Varsovie, le Premier ministre polonais Donald Tusk a ainsi évoqué

³ Johannes Kibsgaard, "Is it Time for a Nordic Nuke?", *War on the Rocks*, January 26, 2026.

⁴ Ibid.

⁵ Nicolai Svejgaard Poulsen, Morten Møller Sørensen, "Det er tid til et fællesnordisk atomvåbenprogram – vi kunne opkalde det efter Thors hammer", *Berlingske*, 16 janvier 2026. <https://www.berlingske.dk/synspunkter/det-er-tid-til-et-faellesnordisk-atomvaabenprogram-vi-kunne-opkalde-det-efter-thors-hammer>.

Voir également : Jeppe Kofod, "Tidligere udenrigsminister: Vi har brug for en nordisk forsvarsunion med atomvåben" (« Pour l'ancien ministre des Affaires étrangères : nous avons besoin d'une union nordique de défense dotée d'armes nucléaires »), *Altinget*, March 13, 2025.

en mars 2025 le besoin « *de saisir des opportunités liées aux armes nucléaires* »⁶.

Tous ces signaux, combinés, apparaissent révélateurs d'une inquiétude diffuse que domine la peur panique d'un abandon stratégique américain.

Une telle fébrilité, qui explore de plus en plus sérieusement des scénarios atomiques autonomes, présente d'évidentes fragilités, dont la principale est sans doute une interprétation inexacte de la pensée stratégique américaine concernant une rupture de cette nature.

En novembre 2025, dans *Foreign Affairs*, Moritz Graefrath et Mark Raymond, de l'université d'Oklahoma, expliquent certes pourquoi, selon eux, les alliés de l'Amérique « devraient détenir l'arme atomique »⁷. Leur point de vue n'est pas isolé, mais il reste académique et partage avec la plupart des tribunes ou articles allant dans ce sens un caractère relativement théorique.

En revanche, certains Européens ont cru déceler, dans une partie des écrits antérieurs d'Elbridge Colby, devenu depuis le décideur stratégique de premier plan que l'on sait, une forme d'ouverture à une prolifération dite « amicale ». Le fait est significatif, en raison de l'influence directe que l'on prête à ce responsable dans la mise en forme de la Grande stratégie américaine, en particulier concernant les transformations des relations entre Washington et ses différents alliés⁸.

La thématique nucléaire est au centre des préoccupations de Colby depuis le début de sa carrière d'analyste⁹. Dans un article de 2014 au titre explicite (« *Choose Geopolitics Over Nonproliferation* ») celui-ci opère un

⁶ Andrew Higgins, "Alarmed by Trump, Poland Must Look at Nuclear Options, Premier Says", *New York Times*, March 7, 2025.

⁷ Moritz S. Graefrath, Mark A. Raymond "America's Allies Should Go Nuclear. Selective Proliferation Will Strengthen the Global Order, Not End It", *Foreign Affairs*, November 19, 2025.

⁸ Voir Alejandro Reyes, "Elbridge Colby and the Reordering of the Indo-Pacific. The influential Pentagon official is narrowing choices available to U.S. allies", *Foreign Policy*, February 23, 2026.

⁹ Voir par exemple Elbridge A. Colby, "The United States and Discriminate Nuclear Options in the Cold War," in Jeffrey A. Larsen and Kerry M. Kartchner, eds., *On Limited Nuclear War in the 21st Century*, Stanford, Stanford University Press, 2014, p. 49-79.

croisement entre stratégie américaine et postures nucléaires alliées, en affirmant que le contexte géostratégique peut et doit, dans certaines circonstances, primer sur le principe abstrait de lutte contre la dissémination des arsenaux atomiques, au profit de certains partenaires sélectionnés¹⁰.

En 2015, dans un rapport annexé au *Project Atom* du CSIS, repris dans un second temps sous le titre « *A Nuclear Strategy and Posture for 2030* » au profit du Center for a New American Security (CNAS), Colby semble par ailleurs considérer de manière très large les points d'application d'une telle stratégie :

« Les efforts de réassurance (...) seront particulièrement importants en Asie du Nord-Est pour Séoul et Tokyo, compte tenu de la belligérance continue de la Corée du Nord et du renforcement militaire de la Chine, pour l'Europe centrale et orientale, compte tenu du défi posé à la sécurité de l'OTAN par la Russie, et pour les alliés et partenaires du golfe Persique et du Moyen-Orient, en raison de l'affirmation régionale et des ambitions nucléaires de l'Iran »¹¹.

En 2021 enfin, dans *Strategy of Denial*, qui constitue la mise en forme la plus complète de ses convictions grand-stratégiques, il reprend l'hypothèse d'un armement nucléaire autonome possible pour Tokyo et Séoul¹².

De là à conclure que Washington pourrait tolérer — voire encourager — une nucléarisation européenne, il n'y a qu'un pas. Plusieurs semblent penser qu'il pourrait être franchi, et ménageant cet avenir « ouvert », commencent à poser les jalons d'un futur « *break-out* ». Dans les circonstances qui sont celles du début 2026, la manœuvre a également pour but d'exercer une pression subtile, d'abord sur les Américains (afin que leur dissuasion

¹⁰ Elbridge A. Colby, "Choose Geopolitics Over Nonproliferation", *The National Interest*, February 28, 2014.

¹¹ Elbridge A. Colby, "Appendix D: A Nuclear Strategy and Posture for 2030," in Clark Murdock et al., *Project Atom: A Competitive Strategies Approach to Defining U.S. Nuclear Strategy and Posture for 2025–2050*, Washington, DC: CSIS, May 2015, <http://csis.org/publication/project-atom>.

¹² Elbridge A. Colby, *Strategy of Denial*, New Haven, Yale University Press, 2021, p. 279.

« élargie » perdure en attendant le passage de la tempête Trump) et à un second niveau sur les deux autres puissances nucléaires du continent européen, la France en premier lieu, le Royaume-Uni enfin, ces deux acteurs étant sommés de « partager » davantage la garantie de survie nationale qu'ils détiennent.

Le problème est que ces différents projets, qui prennent la forme (avouée ou latente) d'un chantage à la prolifération censé répondre au spectre de l'abandon stratégique, et qu'ils soient académiquement spontanés ou politiquement téléguidés, n'ont en réalité aucune chance d'aboutir, pour la bonne raison que l'idée même d'une prolifération nucléaire européenne « amicale » (c'est-à-dire acceptée en bonne intelligence par les États-Unis) manque autant de consistance qu'elle est dépourvue de crédibilité.

Le cœur du sujet, c'est que la volonté de Washington n'est nullement un *abandon* des Européens, lequel ne comporterait aucun intérêt objectif, mais bien un *sevrage sous tutelle* bien plus intéressant en termes de coût-bénéfice stratégique. La différence entre ces deux scénarios n'est pas toujours bien perçue en Europe, alors même que la distinction entre ces plans est absolument essentielle. Pour les États européens non dotés bien entendu, mais aussi pour Paris et Londres, qui tâtonnent pour repenser plus ou moins profondément leur doctrine nucléaire dans les années à venir.

Lire (sérieusement) Elbridge Colby

Une lecture attentive des écrits de Colby, et en particulier de *Strategy of Denial*, montre que son concept de « prolifération amicale » est conditionnel, exceptionnel, et surtout géographiquement circonscrit. En puissance, il ne concerne que l'Asie orientale, et ce potentiel de nucléarisation sélective ne saurait s'actualiser que si l'ascension chinoise atteint un seuil tel que les États-Unis ne pourraient plus assurer à distance l'équilibre régional de la zone, même au prix d'un engagement conventionnel massif. Autrement dit, la prolifération nucléaire autonome du Japon, de la Corée du Sud (Taiwan et

l'Australie sont parfois mentionnés) ne serait tolérée qu'en cas de quasi-défaite stratégique annoncée face à Pékin, un cas-limite par excellence¹³. L'approche d'Elbridge Colby reste donc graduée, et ne saurait être confondue avec les argumentaires des « optimistes nucléaires » américains¹⁴. Par ailleurs, et là se trouve la différence essentielle, elle ne s'applique pas à l'Europe. Pour Colby, la Russie n'est pas la Chine. Le Kremlin ne dispose plus des ressources nécessaires pour imposer une hégémonie régionale durable. Il peut déstabiliser, menacer, frapper — mais pas dominer structurellement. La réponse appropriée est donc une dissuasion conventionnelle massive qui, pour ce qui est de la sanctuarisation des frontières otaniennes, doit suffire à tenir en respect Moscou, à condition de reposer sur une masse suffisante d'hommes et de capacités.

C'est une des raisons pour lesquelles, dans son fameux discours de l'« OTAN 3.0. » du 12 février 2026 à Bruxelles, qu'il faut lire attentivement entre les lignes, Colby a bien mentionné (une unique fois) que Washington « *continuer[ait] à fournir la dissuasion nucléaire étendue des États-Unis* », tout en répétant *sept* fois le mot *conventionnel*, pour que les Européens sachent bien où se trouve selon lui leur tâche principale¹⁵. Lors de la Conférence de Munich de février 2026, puis dans un entretien accordé à *Foreign Policy*, il insiste : l'Alliance ne doit pas être abandonnée, mais réorientée. L'époque de l'« OTAN 2.0. », centrée sur la gestion diffuse de la sécurité post-Guerre froide, est close. L'organisation doit revenir à une logique de défense collective claire — mais avec une redistribution des charges. De nouveau martelé, le message est limpide : le nucléaire reste américain, ainsi que les fonctions hautes de

¹³ Pour un développement plus conséquent de ce point, voir O. Zajec, « La « prolifération amicale » selon Elbridge Colby : ses conséquences pour l'Europe », *Défense et sécurité internationale* n°182, mars 2026.

¹⁴ Voir par exemple Doug Bandow, « Why Shouldn't America's Allies Build Nukes? », Cato Institute, August 22, 2018. <https://www.cato.org/commentary/why-shouldnt-americas-allies-build-nukes>

¹⁵ *Remarks by Under Secretary of War for Policy Elbridge Colby at the NATO Defense Ministerial (As Prepared)* Feb. 12, 2026, US Department of War [en ligne].

commandement et de contrôle (spatial, antimissile, fusion des capteurs et des effecteurs dans la troisième dimension) ; la masse conventionnelle, à générer, doit devenir européenne.

Il existe une autre dimension, absolument cruciale, mais très peu commentée en France comme en Europe, mais qui met en perspective de manière décisive ce qui sous-tend ce « transfert de fardeau » limité à l'aspect conventionnel. Elle a été rapidement évoquée par Elbridge Colby dans son discours de Bruxelles, lorsqu'il a comparé les « *efforts du président Trump [pour] négocier la fin de la guerre tragique en Ukraine* » à « *l'approche à deux volets* ». Or, pour l'Alliance, cette *Dual-track approach* renvoie à la période illustrée par le rapport Harmel de 1967, que cite d'ailleurs Colby dans son discours. Ce « Rapport du Conseil sur les tâches futures de l'Alliance », baptisé d'après le nom du Secrétaire général de l'époque, refondait le cadre conceptuel de l'OTAN autour de deux piliers : la défense collective et la Détente. Comme le rappelle Jamie Shea, ancien porte-parole de l'OTAN, ces deux dimensions mises en avant dans le Rapport Harmel « (...) *fournirent le cadre conceptuel permettant d'aborder l'avenir de l'Alliance. Le raisonnement, explique-t-il, était qu'il fallait d'abord que les Alliés se sentent totalement à l'abri des menaces extérieures. Ensuite, dans le contexte d'une consultation améliorée au sein de l'OTAN, ils pourraient jouer avec plus d'assurance un rôle de premier plan dans la résolution des conflits politiques du moment et dans l'accélération de la fin de la course aux armements Est-Ouest* »¹⁶. On ajoutera, à titre d'anecdote (mais elle-t-elle négligeable ?) que c'est en partie durant cette période dite de Détente que William Colby, le propre grand-père d'Elbridge Colby, servit la présidence Nixon en tant que directeur de la CIA¹⁷.

¹⁶ Voir Jamie Shea, « How the Harmel Report Helped Build the Transatlantic Security Framework », *New Atlanticist*, January 29, 2018. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/how-the-harmel-report-helped-build-the-transatlantic-security-framework/>

¹⁷ Certains analystes européens avaient précédé Colby en mentionnant le rapport Harmel comme pouvant fournir une inspiration pour une nouvelle stratégie de défense de l'Europe dans un cadre otanien repensé. Voir, parmi les argumentaires les plus convaincants, celui

Pour être mis en perspective, ce rapprochement temporel qu'effectue volontairement Colby entre l'époque du rapport Harmel et les enjeux de 2026 doit être comparé avec les analyses de *Strategy of Denial*, où il laissait entendre que l'intérêt stratégique américain de long terme consistait à éviter un alignement trop étroit entre Moscou et Pékin. « *Les États-Unis, précise-t-il dans cet ouvrage, auraient intérêt à ce que la Russie ne soit pas trop alignée avec la Chine (...). Créer un changement de cette nature dans la relation russo-américaine est compatible avec le fait de défendre l'Occident contre une action russe, tant que la stratégie américaine et alliée de renforcement de l'OTAN est défensive en Europe. (...) via une guerre limitée, et pas via le développement de forces pour envahir la Russie, changer son gouvernement, décapiter sa direction politique, ou désarmer ses forces stratégiques* »¹⁸.

Tout ceci semble dénoter le calcul (à moyen-long terme) qu'une nouvelle « convergence » à géométrie variable s'opèrera avec la Russie, et qu'une guerre prolongée en Ukraine n'étant pas une option réaliste, une discussion pourrait s'engager avec Moscou concernant ce que les Russes considèrent comme leurs intérêts vitaux, sans que ceux des Ukrainiens ne soient niés¹⁹. Cette « Grande stratégie » qui dérive une fois encore de la centralité du défi chinois dans la vision américaine, implique moins un refoulement de la puissance russe comparable à celui qui fut théorisé par le NSC-68 de Paul Nitze, qu'un *containment* long, ferme et patient se rapprochant davantage des préconisations de George F. Kennan²⁰. Le NSC-68, qui date de 1950, recommandait en effet une riposte militaire tous azimuts face aux progrès du communisme. Kennan, lui, suggérait de s'en tenir à un endiguement diplomatique réversible, concentré sur quelques régions stratégiques, de

d'Ulrich Kühn, « Deter and Engage: Making the Case for Harmel 2.0 as NATO's New Strategy, *New Perspectives*, vol. 23, n°1, 2020, p. 127-157.

¹⁸ Elbridge A. Colby, *Strategy of Denial*, op. cit., p. 277.

¹⁹ *Remarks by Under Secretary of War for Policy Elbridge Colby at the NATO Defense Ministerial*, op. cit.

²⁰ Voir Nicholas Thompson, *The Hawk and the Dove, Paul Nitze, George Kennan and the History of the Cold War*, Picador, octobre 2010.

manière à garder leur souplesse aux relations diplomatiques entre les deux puissances. On peut penser que le schéma grand-stratégique de Colby est bien davantage redevable à Kennan qu'à Nitze.

Transposée à l'horizon 2030, la posture de défense collective qui en découlerait concernant le front européen serait donc défensive et phasée : très ferme à court terme, ferme à moyen terme, mais non maximaliste à long terme, de manière à ménager la possibilité d'une convergence, même minimale.

Que l'on considère ce raisonnement comme réaliste (mieux vaut livrer une guerre sur un front plutôt que deux, et diviser l'adversaire comme le fit Kissinger dans les années 1970 serait la meilleure manière d'y parvenir) ou bien au contraire coupablement naïf (compte tenu des liens solides existant aujourd'hui entre Pékin et Moscou), il est difficile de nier que cette pente de raisonnement existe et de négliger l'hypothèse qu'elle domine aujourd'hui les calculs des États-Unis. Les alliés les plus attentifs aux variations tactiques de la position américaine, comme l'Italie, semblent accepter le fait que, dans la logique de Colby et de la nouvelle technostructure américaine, la crédibilité des États-Unis est *différenciée* : maximale renforcée en Asie orientale, elle pourra se permettre de rester minimalement optimisée en Europe, que ce soit en termes de présence de troupes ou de transferts d'armements, de manière à accompagner prudemment une lente modification du comportement russe. Rome, comme d'autres capitales qui songent autant à l'après-Trump qu'à l'après-Poutine, ménagent donc l'avenir en soutenant financièrement l'Ukraine, tout en gardant ouvertes de multiples pistes de variantement stratégique²¹.

Tout ceci peut incliner à penser que l'Europe s'égarerait sans doute en concluant qu'Elbridge Colby est un théoricien permissif de la prolifération. Cette « permissivité » bien théorique n'est envisagée que face à un hégémon potentiel de rang systémique dont la force ne pourrait plus être contenue. En

²¹ « L'Italie juge que le moment est venu pour l'Europe de rétablir le dialogue avec la Russie », *Le Figaro/AFP*, 9 janvier 2026.

dehors de ce cas extrême, et pour le moment improbable, Washington demeure partout attaché aux acquis de la non-prolifération. Il s'ensuit qu'un réel décalage existe entre la fébrilité atomique de certains décideurs et experts européens sur le plan déclaratoire, et la stratégie de crédibilité différenciée des États-Unis.

Il est d'ailleurs significatif que Colby, très bon connaisseur des débats internes à la sensibilité réaliste américaine, se soit distancié plusieurs fois des écrits du fondateur du néo-réalisme, Kenneth Waltz, selon lequel une prolifération contrôlée pourrait être « équilibrante » au niveau régional, théorie exposée avec fracas par Waltz dans un article célèbre de 2012, intitulé « *Why Iran should get the bomb* »²². Dans *Strategy of Denial*, Colby, réaliste revendiqué (mais sans doute plus proche du réalisme inaugural socio-centré de Spykman que du néo-réalisme systémique de Waltz), livre ce commentaire à propos des théories nucléaires de ce dernier : « *Un monde dans lequel davantage d'États détiennent des armes nucléaires est probablement un monde beaucoup plus dangereux. Bien que certains chercheurs de premier plan aient pu avancer qu'une prolifération nucléaire généralisée produirait un monde plus stable, leurs idées ont très peu convaincu en dehors des cercles académiques* »²³. Un jugement qui correspond aux analyses plus anciennes de Colby, y compris celles qu'il portait en 2015 dans le cadre du CNAS : « *Un aspect particulièrement important du rôle des forces nucléaires américaines dans la dissuasion élargie, écrivait-il, sera de continuer à jouer un rôle de premier plan dans la prévention de la prolifération nucléaire, y compris parmi les États alliés et amis* »²⁴.

²² Kenneth N. Waltz, "Why Iran should get the bomb. Nuclear balancing would mean stability", *Foreign Affairs*, vol. 91, n°4, July/August 2012, p. 2-5.

²³ Elbridge A. Colby, *Strategy of Denial*, op. cit., p. 280. Concernant la caractérisation du réalisme inaugural de Spykman, nous nous permettons de renvoyer à Olivier Zajec, « Nicholas Spykman's realism: Irony, Social Theory, Political Geography », dans Alex Reichwein and Felix Rösch (dir.), *Realism as a European Tradition in IR*, London, Palgrave Macmillan, coll. "Palgrave Macmillan Book Series Trends in European IR Theory (TEIRT)", 2020, p. 83-96

²⁴ Elbridge A. Colby, "Appendix D: A Nuclear Strategy and Posture for 2030," op. cit., p. 17.

En somme, « l'OTAN 3.0 » n'est pas le prélude à une Europe nucléaire, mais bien plutôt l'annonce d'une Europe plus lourdement pourvue d'armements classiques, et donc, en théorie, davantage « capable » d'assurer un rôle majeur dans sa propre défense. Elbridge Colby et l'ensemble de l'administration Trump insistent sur le fait que ce « transfert du fardeau » rendra les Européens moins *dépendants* sur le plan strictement militaire. On remarquera cependant que, ce transfert se jouant d'abord et avant tout dans le cadre otanien, et les Européens refusant pour le moment d'envisager un autre cadre pour penser leur défense collective, les capacités qu'ils seront amenés à acquérir les rendront également (et paradoxalement) encore plus *subordonnés* sur le plan stratégique. C'est ce que l'on pourrait en quelque sorte dénommer l'équation « F35 », qui se décline aussi sur le plan diplomatique : payer davantage sans décider davantage, être plus capables qu'autrefois, sans être plus responsables qu'hier. De ce point de vue, on se risquera à dire que lorsque Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, remercie donc Donald Trump pour avoir rendu possible une nouvelle « autonomie » européenne, il montre sans conteste qu'à défaut d'être lucide, il possède un sens certain de l'humour.

Le TNP et le cas français des années 1960

Compte tenu de ce qui précède, les efforts des alliés européens des États-Unis pour se doter d'un potentiel atomique propre sans remettre en question l'Alliance atlantique auront toutes les chances de se heurter au refus, voire aux rétorsions de Washington. Et l'on peut penser que ce blocage tiendra à long terme.

La question de la prolifération soi-disant « amicale », en effet, ne se heurte pas seulement à la barrière juridique du TNP (on sait la facilité avec laquelle la nouvelle génération des Républicains américains saute allègrement ces « barrières »). Elle tient aussi – et surtout – à la manière dont s'est agrégée à l'ossature légale de ce traité une matière politique d'une exceptionnelle

densité, ce composé débouchant sur une « aristocratie conventionnelle²⁵ » (René-Jean Dupuy) dont la fonction anti-proliférante correspond plus que jamais aux intérêts nationaux américains « *La non-prolifération, note significativement Elbridge Colby lui-même, aide les États-Unis à conserver l'influence dont ils jouissent en tant que l'une des seules puissances nucléaires et l'une des deux seules superpuissances nucléaires* »²⁶.

Les partisans convaincus d'une bombe polonaise ou nordique pensent contourner la difficulté en invoquant parfois le précédent français des années 1960. L'indépendance nucléaire gaullienne fut, après tout, reconnue en tant que contribution à la dissuasion globale de l'Alliance, dans le cadre de la déclaration d'Ottawa de 1974. Comment, pourtant, ne pas voir que la structure du système international (bipolarisme, menace soviétique symétrique, cohérence stratégique occidentale forte) était radicalement différente ? La France, qui ne quitta jamais l'Alliance, même après 1966, ne constituait pas un « détonateur » incontrôlable dans un environnement régional fragmenté, ce que les États-Unis comprirent en se résignant à son indépendance atomique, qui compliquait les calculs des Soviétiques. En Europe, la Guerre froide était structurellement *stable*. Rien de tel en 2026.

Le parallèle avec la France auquel s'abandonnent certains spécialistes suédois, polonais ou même allemands est donc fallacieux sur le plan structurel. Mais il l'est aussi pour des raisons contextuelles, la principale étant qu'en 1960, au moment où détonne la première bombe française, le TNP *n'existait tout simplement pas*. Si la Pologne ou l'Allemagne cédaient tout de même à une tentation « gaullienne » en confondant 2030 et 1960, il est douteux que l'Alliance atlantique résisterait à la crise qui s'ensuivrait, crise qui serait bien plus grave que ne l'ont jamais été les divergences de puissance *pré-TNP* entre Paris et Washington. À cette époque, la France avait une double fenêtre de

²⁵ Cette expression est utilisée par Dupuy pour qualifier le Traité sur l'Antarctique de 1959, qui crée des droits inégaux en termes de revendications territoriales. Cette logique peut être transposée au TNP. Voir René-Jean Dupuy, « Le Traité sur l'Antarctique », *Annuaire français de droit international*, vol. 6, n°1, 1960.

²⁶ *Geopolitics Over Nonproliferation*, *op. cit.*

manœuvre (juridique et stratégique) : elle fut exploitée de manière volontariste, quoique dans la douleur, après un débat public bien plus violent qu'on ne le dit (il n'y eut aucun « consensus »²⁷), et non sans nuances de mise en œuvre. Si la « force de frappe » prit la forme d'une indépendance décisionnelle, celle-ci fut couplée à une synchronisation opérationnelle relative avec les alliés sur le plan de la dissuasion nucléaire couvrant le continent européen²⁸, dans certaines circonstances (c'est d'ailleurs ce dernier point qui fut reconnu de manière réaliste à Ottawa en 1974).

On peut penser, *a contrario*, que si Varsovie ou Stockholm voulaient vraiment la bombe, elles ne l'auraient qu'en affrontant les États-Unis, qui n'ont aucun intérêt à une prolifération incontrôlée. La différence avec le cas français, on y a insisté, c'est que, le temps que se règle le cas particulier de Paris, c'est à dire entre 1960 et 1974, le TNP était venu à maturité. Ce texte n'aurait-il rencontré qu'un demi-succès, une voie autonome était théoriquement permise à d'autres pays européens - par exemple à la Suède neutre, qui signa le TNP en 1968, le ratifia en 1970, mais hésita longtemps sur ses options (des tests de recherche furent réalisés par Stockholm jusqu'en 1972²⁹).

Il se trouve néanmoins que le TNP eut un succès tel qu'il constitue aujourd'hui le traité le plus rassembleur du monde. Paris et Pékin, dont le statut spécial était réservé dès les origines du texte, finirent par y adhérer à la fin de la Guerre froide. Cette reconnaissance universelle, qui détermine tout à la fois une hiérarchie, une norme, une tradition et un tabou³⁰, laisse penser que la fenêtre s'est *a priori* refermée pour les alliés de l'OTAN.

²⁷ Voir la belle étude historique de Yannick Pincé, *Le « consensus » nucléaire français. Les partis politiques et le nucléaire militaire pendant la guerre froide*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2025.

²⁸ Ce fut le propos, on l'oublie parfois, des accords des accords Ailleret-Lemnitizer du 10 août 1967.

²⁹ Voir Thomas Jonter, *Sweden and the Bomb. The Swedish Plans to Acquire Nuclear Weapons, 1945–1972*, Swedish Nuclear Power Inspectorate (SKI) Report 01:33, September 2001. Également: Paul M. Cole, *Atomic Bombast: Nuclear Weapon Decisionmaking in Sweden, 1945–1972*, Occasional Paper n°26, The Henry L. Stimson Center, April 1996.

³⁰ Cf. Maria Rost Rublee, *Nonproliferation Norms: Why States Choose Nuclear Restraint*, Athens, University of Georgia Press, 2009.

Du point de vue stratégique, la leçon de cette situation est sans doute que l'on ne peut prétendre sans dommage mener une politique proliférante en se trompant d'époque atomique, surtout lorsque l'on a organisé soi-même sa propre dépendance capacitaire et conceptuelle sous l'égide de slogans rassurants (« *Stronger together* »). À Varsovie, certains semblent croire, néanmoins, que le Troisième Âge nucléaire (dont on peut penser qu'il s'est ouvert en 2014, avec l'affaire de Crimée) correspondrait au fond à un retour du Premier Âge nucléaire, celui de la Guerre froide, et plus précisément aux années inaugurales de cette période, celles qui vont d'Hiroshima à la signature du TNP, lorsque l'URSS menaçait *l'intégralité* du continent européen.

Dans les faits, rien n'est plus faux. La Russie, aussi menaçante soit-elle, n'est plus la superpuissance soviétique d'antan, et si on le croit encore à Varsovie ou à Tallin, ce n'est aucunement le cas dans le reste du monde, en tout cas pas sur les bords du Potomac³¹. Cette évaluation ne date pas d'Elbridge Colby, et n'a rien à voir avec l'orientation pro-russe que l'on peut parfois rencontrer dans les franges les plus complotistes de la sphère MAGA. Elle est ancienne, et a été soulignée par des analystes issus de *think-tanks* d'obédiences fort variée. Vu du Pentagone, et que l'on se place dans le cadre d'une administration républicaine ou démocrate, il se trouve que les deux extrémités du Rimland eurasiatique apparaissent aujourd'hui radicalement dissymétriques en termes d'enjeux, économiques ou stratégiques, ainsi que le suggère une comparaison en termes de pourcentage du PIB mondial comme de niveau individuel des budgets militaires. La Russie, en l'occurrence (2,2%, 149 mds de dollars) n'est qu'un pâle succédané de l'URSS d'autrefois et, réserve faite de son arsenal nucléaire, a complètement décroché par rapport à

³¹ Le dispositif *Snowcat*, qui voit d'ores et déjà les Polonais associés en soutien aux processus de mise en œuvre de la stratégie nucléaire de l'OTAN, sans toutefois détenir, stocker ou porter des charges atomiques tactiques, continuera. Il y aura peut-être un jour des bombes tactiques américaines sous double clé B61-12 en Pologne, emportées par des F35, si Vladimir Poutine dirige ailleurs que sur la seule Ukraine son revanchisme victimaire, sous la forme d'une *menace* d'agression armée. Mais ce serait *a priori* le maximum qu'obtiendrait Varsovie. Voir Monika Sus et Łukasz Kulesa, « Breaking the silence: explaining the dynamics behind Poland's desire to join NATO nuclear sharing in light of Russian aggression against Ukraine », *The Nonproliferation Review*, vol. 30, n° 4-6, 24 décembre 2024.

la Chine d'aujourd'hui (16,6%, 314 mds, sans doute sous-évalués) ; la Suède, elle (moins de 0,5%, 12 mds), n'est pas la Corée du Sud (1,6%, 47 mds). Et la Pologne (0,9% après trente ans de généreux transferts de l'UE, et 33 mds dont une partie va servir à acquérir des chars et des avions...coréens), compte infiniment moins stratégiquement pour les Américains que le Japon (3,7%, 69 milliards de dollars)³².

Le cas particulier de l'Allemagne

À Berlin, géant économique et bientôt militaire (2,7%, 108 mds), la situation est certes différente, ce qui peut expliquer qu'un *hubris* relatif puisse sembler régner sur place, y compris concernant la relation qu'entretient l'Allemagne avec sa propre histoire atomique.

Nées d'une satisfaction de soi de moins en moins contenue, et qui pourrait presque être qualifiée de française tant elle cumule l'amnésie des erreurs passées et l'ignorance de l'histoire des autres, les nombreuses déclarations des dirigeants allemands concernant les enjeux nucléaires militaires commencent à faire réagir négativement ses voisins européens. M. Francken, ministre de la défense de Belgique, qui déclare en février 2026 que le chancelier Friedrich Merz « *devrait fermer sa bouche à propos des armes nucléaires* » (sic), devrait pourtant se rassurer³³. Car paradoxalement, l'austère M. Merz, qui préside en 2026 aux destinées d'une Allemagne unie, a en réalité moins de marges de manœuvre que n'en avait au début des années 1960 son prédécesseur Ludwig Erhard, lequel gérait une demi-Allemagne occupée au moment des débats sur la *Multilateral Force* (MLF) mise en place par l'administration Kennedy pour stopper une prolifération atomique rampante en Europe occidentale.

³² Les pourcentages du PIB mondial sont ici exprimés en valeur nominale, pour l'année 2025. Source : FMI, Banque mondiale, OCDE. Les budgets militaires sont exprimés en milliards de dollars.

³³ "Belgian defense minister to Merz: "Keep your mouth shut" on nukes", *Politico*, February 20, 2026.

À l'époque, l'un des sujets principaux sous-tendant l'architecture en gésine du mécanisme du TNP était précisément la neutralité nucléaire de l'Allemagne³⁴. Si certains, dans le Berlin de 2026, peuvent l'avoir oublié, les chanceliers Erhard puis Kiesinger, eux, en étaient tellement conscients qu'entre 1963 et 1968, tous deux tentèrent jusqu'au dernier moment d'échapper au nœud du TNP en essayant de jouer – entre autres - sur la latence nucléaire de l'Allemagne³⁵. En 1955 déjà, Konrad Adenauer avait dû signer la renonciation de Bonn à toute production d'armes atomiques, biologiques et chimiques pour que l'Allemagne soit autorisée à intégrer l'OTAN³⁶. En 1967 encore, Kurt Kiesinger dénonçait une « *complicité atomique* » entre Américains et Russes, et affirmait à Charles de Gaulle que l'Allemagne « *ne signerait pas* » le TNP³⁷. Ces contorsions échouèrent face à la détermination américaine et russe : l'Allemagne de l'Ouest se résigna à parapher le texte en 1969. Soulagés, ses voisins européens exprimèrent leur satisfaction en privé³⁸. Les Américains ne ménagèrent d'ailleurs pas les pressions dans ce dossier : en 1965, déjà, les conclusions du rapport Gilpatrick sur la prolifération nucléaire prévenaient : « (...) *il devrait être clairement expliqué aux Allemands que le maintien des forces armées alliées en Allemagne serait incompatible avec la possession indépendante d'armes nucléaires par Bonn* »³⁹.

³⁴ Voir Marc Fisher, "Trump Thinks NATO is Just About Russia. It's About Germany, Too," *Washington Post*, 13 July 2018.

³⁵ Voir Marina E. Henke, "Germany's new old nuclear dilemma", Engelsberg Ideas, 4 décembre 2025. <https://engelsbergideas.com/essays/germanys-new-old-nuclear-dilemma/>.

³⁶ Voir James Sperling, "Neither Hegemony Nor Dominance" Reconsidering German Power in Post- Cold-War Europe," *British Journal of Political Science*, vol. 31, 2001, p. 418-419

³⁷ Voir Francis J. Gavin, *Nuclear Statecraft: History and Strategy in America's Atomic Age*, Ithaca, Cornell University Press, 2012, p. 97, cité dans Jonas Schneider, Gene Gerzhoy, "Correspondence: The United States and West Germany's Quest for Nuclear Weapons", *International Security*, vol. 41, n°1, été 2016, p. 185.

³⁸ Voir ce document déclassifié par la sécurité nationale américaine: "Thomas L. Hughes to the Acting Secretary, "Has West Germany Decided to Try to Scuttle the Non-Proliferation Treaty?" Intelligence Note-273, 8 April 1967, Secret, RG 59, Bureau of Intelligence and Research, Reports Coordination and Review Staff, Research Memoranda, 1966-1967, box 175, REU-13-RM, *National Security Archives* [en ligne]. Voir également l'excellent ouvrage de Jonathan R. Hunt : *The Nuclear Club. How America and the World Policed the Atom from Hiroshima to Vietnam*, Stanford, Stanford University Press, 2022.

³⁹ Schneider, Gerzhoy, *op. cit.* Voir également : U.S. Embassy, West Germany, memorandum, "German Attitudes on Nuclear Defense Questions," 20 October 1965, Secret, *National Security*

À la fois traité (« *Vertrag* ») et *Diktat*, le modèle politique et juridique du TNP était donc, dès l'origine, intimement lié à la hiérarchie atomique *régionale* européenne, qui visait à interdire à l'Allemagne la possession de l'arme nucléaire. Ce dispositif déclinait sur le plan nucléaire la formule bien connue de Lord Ismay, premier secrétaire général de l'OTAN : *Americans in, Russians out, Germans down*. En l'occurrence, le « out » et le « down » constituaient une même stratégie, dont rend compte le concept de « *double containment* » étudié par Wolfram Hanrieder⁴⁰.

Certains, en Europe, pourraient avancer que le *Diktat* du TNP, car ç'en fut un, reflétait les conditions stratégiques de la Guerre froide, et qu'il peut donc être réexaminé dans la perspective du *Zeitenwende* (« changement d'époque ») occasionné en 2022 par la guerre d'Ukraine et la montée en flèche consécutive du budget militaire allemand. En théorie, rien de plus vrai. En pratique, les choses sont bien plus complexes.

Le TNP, dont la logique initiale a été nourrie par le « cas » européen, a eu des effets structurels majeurs sur le système international tout entier. En tout état de cause, il constitue aujourd'hui le dernier rempart contre une prolifération généralisée, que les États dotés d'armes nucléaires (et la plupart des États non dotés) veulent éviter à tout prix, non pas pour des raisons morales, mais pour des raisons d'intérêt. Par souci de réalisme, les États-Unis, qui s'attachent aujourd'hui à tout faire pour faire renoncer l'Iran à ses ambitions nucléaires militaires, seront probablement les premiers à rappeler l'existence de cette « cage de fer » universelle à leurs alliés les plus amnésiques ou les plus fébriles. Il y a fort à parier que Moscou et Pékin se joindraient en l'occurrence à Washington, une dimension de convergence d'intérêts au sein

Archive [en ligne], RG 59, Bureau of European Affairs, NATO and Atlantic Politico-Military Affairs. Records Relating to NATO, 1959-1966, box 6, Def 12 Nuclear NATO 1963-1965.

⁴⁰ Wolfram Hanrieder, *Germany, America, Europe: Forty Years of German Foreign Policy*, New Haven, Yale University Press, 1989.

du P5 bien analysé en 2022 par Rebecca Gibson dans *The Hegemon's Toolkit : US leadership and the politics of the nuclear nonproliferation regime*⁴¹.

Cette hypothèse de blocage est d'autant plus probable que le *Nuclear Planning Group* de l'OTAN existe, et qu'il semble pour le moment voué à perdurer. Pour approfondir la problématique de cette note, qui cherche à éclairer le niveau de réalisme d'une prolifération « sélective » ou amicale » sur un continent européen désormais presque entièrement couvert par l'OTAN, il faut, avant de conclure, revenir sur ce que représente politiquement, et pas seulement procéduralement, ce « groupe » central dans l'économie générale des emboîtements sécuritaires de l'Alliance atlantique.

La vraie nature du Nuclear Planning Group de l'OTAN

En 1963, le Président américain John Kennedy estimait qu'à l'horizon de dix ans, de nombreux pays possèderaient l'arme nucléaire. Parmi les sources de ses discours sur ce sujet crucial, en cette année qui devait être sa dernière sur terre, on trouve une série d'estimations fournies par le Département de la défense, à la tête duquel se trouvait à l'époque McNamara.

L'intérêt de ces documents, et en particulier du tableau reproduit ci-dessous (secret à l'époque, il a depuis été déclassifié⁴²), était de corréliser capacités et intentions. France, RFA, Suède, Australie, Brésil, Israël... étaient classés en fonction de leurs moyens (uranium disponible, ressources industrielles, capacités balistiques) mais aussi de leur motivation politique. Paris, qui venait de parvenir à la bombe, était catégorisé à part.

⁴¹ Rebecca Gibson, *The Hegemon's Toolkit : US leadership and the politics of the nuclear nonproliferation regime*, Ithaca/London, Cornell University Press, 2022.

⁴² Secretary of Defense Robert McNamara to President Kennedy, "The Diffusion of Nuclear Weapons With or Without a Test Ban Agreement," 16 February 1963, Secret. Source: National Archives, Record Group 359, White House Office of Science and Technology, box 215, Disarmament-Nuclear Test Ban-1963.
<https://nsarchive2.gwu.edu/nukevault/ebb323/doc03b.pdf>

TABLE ONE
COUNTRY NUCLEAR WEAPONS CAPABILITIES

	xxx Major	xx Moderate	x Small	P Potential	---	No Estimate		
Country	Domestic Availability of Uranium	Nuclear Research Program	Nuclear Power Program	Industrial Resources Capability	Time Required to First Test	Aircraft Operational Capability	IREM Missile Operational Capability	Motivation To Make Decision
France	xx	xxx	xxx	xxx	done	1964	'69	High
West Germany	---	xxx	xx	xxx	4-5 yrs	6 yrs	7 yrs	Moderate
Italy	x	xx	xx	xx	5-6 yrs	7 yrs	8 yrs	Low
Belgium	---	xx	P	xx	---	---	---	Low
Netherlands	---	xx	P	xx	---	---	---	Low
Canada	xxx	xxx	xx	xxx	1-2 yrs	6 yrs	7 yrs	Very Low
Sweden	xx	xxx	xx	xxx	2-3 yrs	5 yrs	8 yrs	Evaluating
Switzerland	---	x	P	xx	---	---	---	Low
Japan	x	xx	x	xxx	5-6 yrs	6 yrs	8 yrs	Very low but depends on China
India	xx	xx	x	xx	4-5 yrs	5 yrs	8 yrs	Low but depends on China
Israel	x	xx	P	xx	2-3 yrs	1968	1968	Moderate to High
UAR	---	x	P	x	Over 10	Over 10	Over 10	Moderate to High
Brazil	x	x	P	x	Over 10	Over 10	Over 10	Low
Australia	xx	x	P	xx	---	---	---	Low
Norway	---	xx	x	xx	---	---	---	Low
ChiCom	xx	xx	P	xx	1963 (Possible)	1970	1972	High
East Germany	xxx	xx	xx	xx	USSR Prohibits	USSR Prohibits		---
Czechoslovakia	xxx	x	xx	xx	" "	" "	" "	---
Poland	x	x	P	x	" "	" "	" "	---

Fig 1. "The Diffusion of Nuclear Weapons With or Without a Test Ban Agreement," 16 February 1963, Secret.

Deux groupes de pays étaient ainsi distingués dans le document origine :

- Ceux qui, tentés par la bombe, pouvaient néanmoins être sensibles aux pressions de Washington pour les faire renoncer : entre autres le Japon, et l'Inde (acteur au sujet duquel le renseignement américain se leurrait beaucoup). Quant à l'Italie et l'Allemagne, les Américains estimaient qu'une structure de « partage » nucléaire otanien, aussi cadencée fût-elle, suffirait très vraisemblablement à inhiber les aspirations atomiques militaires autonome de Rome et Bonn.
- D'autres pays, déterminés à atteindre leur but, étaient jugés plutôt insensibles à la pression extérieure (Israël ou encore la Chine populaire – dont la 1ère charge détonnerait effectivement à Lop Nor l'année suivante).

La conclusion du document était très claire : « *La diffusion continue des armes nucléaires n'est clairement pas dans l'intérêt des États-Unis. Même si les armes ne sont pas utilisées, cette diffusion aggraverait les disputes existantes et en créerait de nouvelles. Et bien que l'usage d'une telle arme par une petite puissance relèverait de l'irrationalité, cette possibilité ne peut être écartée. De plus, l'existence de nouvelles puissances atomiques rendrait le pilotage d'une crise internationale majeure moins prévisible et plus dangereuse pour les États-Unis* ». Depuis que ces mots ont été écrits, le fond du problème n'a pas changé. Cette conclusion, toujours valable (et partagée à divers degrés par Moscou comme Pékin, ce que l'on ne souligne pas assez peut-être), reste le socle de la détermination américaine à lutter contre la prolifération horizontale. La liberté d'action stratégique passe ici avant toute considération morale ou juridique.

Pour les pays les plus atlantistes de l'Alliance, il est en conséquence permis de penser qu'il est sans doute trop tard pour regretter les processus autobloquants de nature politique auxquels ils ont eux-mêmes consenti par obligation ou auxquels ils ont adhéré par conviction ou calcul entre 1957 (lancement de Spoutnik) et 1967, moment où, le projet de *Multilateral Force* de l'administration Kennedy ayant échoué, le *Nuclear Planning Group* de l'OTAN, censé organiser le « partage nucléaire » de l'Alliance, commence à fonctionner concrètement, grâce aux efforts sans relâche de Robert MacNamara visant à donner aux alliés européens une « culture nucléaire » qui les dissuade d'une rupture atomique⁴³. Depuis lors, l'OTAN se définit comme une « alliance nucléaire ». On peut néanmoins penser que les alliés nucléairement acculturés qui la composent auraient avantage à reprendre conscience de ce que ce statut de latence nucléaire militaire subordonnée leur permet et leur interdit tout à la fois.

⁴³ Voir Timothy Andrews Sayle, "A nuclear education: the origins of NATO's Nuclear Planning Group", *Journal of Strategic Studies*, vol. 43, n°6-7, 2020, p. 920-956.

Qu'est-ce que le *Nuclear Planning Group* ? L'une des poupées gigognes intégrées dans la coque du Traité de non-prolifération. Un des sous-ensembles qui, en inhibant la prolifération atomique en Europe, a ouvert la voie à une rédaction russo-américaine commune du TNP, qui fut longue, ardue et négociée en détail⁴⁴.

Le NPG, conformément à ce que souhaitait Robert McNamara, a généré une culture atomique commune d'une densité exceptionnelle chez ses membres, culture d'une richesse d'ailleurs sous-estimée en France. Il n'en reste pas moins que le NPG est une instance de consultation et non de décision égalitaire. Dans ce cénacle, et les groupements qui lui sont associés, la collégialité sur le plan de la doctrine et de la planification (qui ne coûte rien), et la semi-collégialité sur le plan des déploiements comme de la mise en œuvre technique (qui n'engagent à rien), s'accompagnent d'un laconisme américain déterminé sur le plan de la décision d'emploi *effective* (qui est et restera toujours le vrai sujet)⁴⁵. Le tout compose un *sfumato* qui permet au Secrétaire général de l'OTAN de parler d'une nature « nucléaire » de l'Alliance alors que l'on pourrait penser que cette dernière est au mieux « nucléarisée ». Le fait est qu'au-delà de la rhétorique, et en dehors du Royaume-Uni, le NPG demeure un hologramme de la centralité décisionnelle atomique des États-Unis d'Amérique⁴⁶.

⁴⁴ Voir, sur cette question, l'étude serrée réalisée dans une remarquable note de l'IFRI réalisée en 2017 par William Alberque : *The NPT and the origins of NATO's Nuclear Sharing Arrangements*, Études de l'IFRI, Prolifération Papers 57, Février 2017.

⁴⁵ Voir Jeffrey H. Michaels, "No annihilation without representation": NATO nuclear use decision-making during the Cold War", *Journal of Strategic Studies*, 46:5, 2023, p. 1010-1036.

⁴⁶ On notera que pour les derniers arrivés dans l'Alliance, comme la Finlande et la Suède, la frustration engendrée par cette situation peut être plus vive, en un sens. Helsinki et Stockholm étaient en effet déjà concernés par le verrou légal du TNP, mais, abandonnant la liberté d'action que leur conférait leur statut non-aligné, ont décidé d'y ajouter volontairement le verrou militaire de l'appartenance au NPG. En Suède, le débat grandit actuellement, on l'a vu, concernant le besoin d'une bombe nucléaire « nordique ». Mais si les promoteurs de cette suggestion ont parallèlement soutenu l'entrée récente de leur pays dans l'OTAN, d'aucuns seraient fondés à penser qu'ils font montre, et ce serait une litote, d'un sens aigu de la contradiction.

Les variations de l'ordre nucléaire européen, si elles adviennent sous la forme d'une rupture non maîtrisée, auront, *par construction*, des répercussions majeures sur l'ensemble d'une architecture de sécurité et de non-prolifération qui s'est étendue au monde entier. Parce qu'ils sont membres de l'Alliance atlantique, et s'ils veulent le rester, Varsovie et Berlin ont peu de choix réalistes en dehors de celui qui consiste à se satisfaire de ce que cette époque leur a légué.

Conclusion : no nuclear free lunch

S'ils craignent la probabilité d'une ruée massive venue de l'Est (ce qui impliquerait que l'armée russe, qui n'est pas parvenue à s'assurer des deux rives du Dniepr en quatre ans, décide de franchir en prime les frontières de l'OTAN), alors la seule manière pour les pays alliés non dotés au titre du TNP sera de contribuer à une architecture de protection intégrée et étagée au niveau continental dans le cadre otanien. C'est bien ce que leur propose Elbridge Colby : construire une force *conventionnelle* européenne massive, entretenue et entraînée, interopérable, et qui s'appuiera en dernier ressort sur des puissances nucléaires dissuasives dotées au titre du TNP : Washington d'abord ; Londres si Washington n'y voit pas trop d'inconvénients ; et Paris de manière indépendamment contributive.

Compte tenu du futur budget militaire allemand, il est fort possible que Berlin – avec le géant Rheinmetall, en particulier – domine le *design* de cette nouvelle ligne Maginot conventionnelle multi-domaines. Helsinki et Stockholm, qui ont conservé une base industrielle de défense conséquente, y trouveront des opportunités financières réelles. Mais ce sera à condition d'intégrer fortement des capacités américaines à ce dispositif. Washington s'en assurera d'ailleurs scrupuleusement en combattant toute idée d'un «Buy European Act» trop rigide, et en agissant, via des pays comme le Danemark et les Pays Bas, afin que les entreprises américaines soient éligibles aux différents

dispositifs de financement de la remontée en puissance militaire de l'Union européenne⁴⁷.

De tout ceci découle qu'il n'y aura pas de *nuclear free lunch*, pas de « friendly proliferation » en Europe, en tout cas tant que l'OTAN existera et que les États-Unis soutiendront le TNP. Même si le premier verrou est détruit, soit parce qu'un ou plusieurs pays européens majeurs quittent l'organisation (ce qui est aujourd'hui improbable) soit parce que les Américains l'abandonnent (ils n'y ont aucun intérêt à moyen terme), il faudra forcer le deuxième verrou⁴⁸. Or le TNP, bien qu'il soit critiqué depuis longtemps, est bien plus solide que ne le croient ses détracteurs les plus irresponsables. Si les proliférants européens en puissance évoquent sérieusement la possibilité de rompre leur engagement et de suivre l'exemple de la Corée du Nord en 2003, ils verraient s'opposer à eux toute administration américaine, qu'elle soit républicaine ou démocrate⁴⁹. Certaines puissances régionales ambitieuses du « Sud global », comme la Turquie ou l'Arabie saoudite, pourront s'abstenir provisoirement de condamner, en espérant s'engouffrer dans la brèche. Mais il est permis de penser que tout le reste de ce même « Sud » se joindrait probablement à Washington, Pékin et Moscou pour bloquer ce qui apparaîtrait comme le deux poids – deux mesures de trop de la part des Européens.

Si, *in fine*, les pré-proliférants européens franchissent *quand même* le Rubicon, sans se préoccuper des conséquences de leur acte dans un système

⁴⁷ Trump administration warns EU over “Buy European” Defense procurement plans, *EUToday* [en ligne], February 21, 2026. Voir également, sur ce thème de l'interdépendance « nécessaire » entre Américains et Européens, Wendy R. Anderson et Julianne Smith, « The Transatlantic Defense Business Politics Can't Break », *War on the Rocks*, February 25, 2026.

⁴⁸ Il existe une autre possibilité, très rarement rappelée. Lorsque les Américains forcèrent les Allemands à signer le TNP, il fut entendu qu'en cas de création future d'une entité fédérale européenne, celle-ci pourrait hériter de l'arsenal des nations la constituant, sans que ce transfert fédéralisé ne puisse être considéré comme contraire au Traité. Les implications de cette dimension très peu connue sont, on en conviendra, vertigineuses. L'évolution de l'Union européenne dans les années 2020 rend néanmoins un scénario de ce type relativement utopique.

⁴⁹ Malgré les critiques que réserve généralement l'administration Trump à la plupart des cadres multilatéraux, le TNP reste préservé dans le discours américain actuel.

international beaucoup plus instable que celui des années 1960 (ce scénario, malgré tout ce qui vient d'être exposé, n'est pas tout à fait impossible), alors on peut risquer l'hypothèse qu'il leur faudra vraisemblablement et *a minima* assumer d'avoir détruit de leurs propres mains une Alliance atlantique qui avait fini - l'ont-ils assez revendiqué - par devenir une part insécable de leur être politique et de leur culture stratégique.
